

Unité départementale de Seine-et-Marne
14 rue de l'Aluminium
77547 SAVIGNY-LE-TEMPLE

SAVIGNY-LE-TEMPLE, le 27 mars 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 19/09/2022

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

EDF TAC

16 allée Marcel Paul
77360 Vaires-sur-Marne

Références : E/230689
N° HELIOS: DRIEE_UT DRIEE 77_2023_58817
Code AIOT : 0006512368

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/09/2022 dans l'établissement EDF TAC implanté site de la centrale thermique chemin du gué launay 77360 Vaires-sur-Marne. L'inspection a été annoncée le 31/08/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EDF TAC
- site de la centrale thermique chemin du gué launay 77360 Vaires-sur-Marne
- Code AIOT : 0006512368
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Oui

EDF exploite à Vaires-sur-Marne trois turbines à combustion (TAC) fonctionnant au fuel domestique. Les TAC sont des moyens de production dits de « pointe » et « d'extrême pointe » qui permettent, en cas de fort pic de consommation électrique, d'assurer la fourniture en électricité ainsi que la sécurité du réseau.

Ces installations sont notamment soumises à autorisation au titre des rubriques 1434, 3110 et 4734 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

L'établissement est classé « Seveso seuil bas » au titre de la rubrique 4734 pour son stockage de liquides inflammables (fioul domestique). L'établissement est également classé « IED » au titre de la

rubrique 3110 pour ses installations de combustion.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Rejets atmosphériques
- Surveillance dans l'environnement
- Risques accidentels
- Systèmes de management et plans de gestion

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive

pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
3	Bilan annuel et Prélèvements	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
6	Conditions de surveillance des rejets atmosphériques	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 31	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
7	Surveillance dans l'environnement	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 37	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
8	Programme de surveillance de la qualité de l'air	Arrêté Préfectoral du 29/03/2013, article 2	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
11	Plan de gestion des périodes OTNOC	Arrêté Préfectoral du 25/07/2022, article 5	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
12	Plan de gestion des déchets	Arrêté Préfectoral du 25/07/2022, article 14	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Autonomie incendie	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article Annexe 5	/	Sans objet
2	Comportement au feu - extinction pour les locaux abritant des batte...	Arrêté Préfectoral du 07/01/2009, article 9.3.3	/	Sans objet
4	Conditions de surveillance des rejets atmosphériques	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 32	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
5	Actualisation du montant des garanties financières	Arrêté Préfectoral du 06/01/2014, article 2.6	/	Sans objet
9	Management environnemental	Arrêté Préfectoral du 25/07/2022, article 5	/	Sans objet
10	Management de l'énergie	Arrêté Préfectoral du 25/07/2022, article 5	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La surveillance des émissions atmosphériques est globalement satisfaisante, même si l'exploitant doit pouvoir justifier que ses émissions sont conformes quelles que soient les conditions climatiques. Par ailleurs, les moyens mis en place pour le suivi des appareils de mesure en continu des poussières nécessitent des justifications. L'exploitant s'attachera également à transmettre les différents bilans selon les délais indiqués dans son arrêté préfectoral.

En outre, le programme de surveillance dans l'environnement doit être complété au regard des dispositions de l'arrêté préfectoral du 29/03/2013 et de celles de l'arrêté ministériel du 03/08/2018.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Autonomie incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article Annexe 5
Thème(s) : Risques accidentels, Dérogation taux d'application
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Rapport de la visite du 05 juillet 2016 Remarque n°1 : Dans l'attente d'un positionnement national sur l'acceptabilité de l'argumentation développée par l'exploitant, la remarque est maintenue : S L'exploitant n'a pas utilisé les taux d'application d'extinction forfaitaires du point A de l'annexe 5 de l'arrêté du 03/10/2010 pour les feux de réservoir. Les taux réduits prévus au point B de cette annexe sont utilisables uniquement pour les feux de rétention. Lettre du 02/03/2021 suite à la visite d'inspection du 30/11/2020 L'exploitant devra également confirmer que : <ul style="list-style-type: none">- le débit des moyens installés est supérieur au débit minimum d'extinction requis- les moyens en place permettent de couvrir la totalité de la surface de la cuvette (distance maximum de 30m). Par ailleurs, vis-à-vis de la météorologie, le guide GESIP précise que les lances ou canons à poste fixes restent affectés par le vent, et que seuls les moyens fixes de type couronne ou déversoir ne sont pas soumis à une majoration due aux conditions météorologiques (facteur F1). L'exploitant devra par ailleurs vérifier la cohérence avec le courrier sur la logique de vote d'après le courrier EDF du 18/06/20.
Constats : Réponse de l'exploitant par courrier du 18 mai 2021, confirmant les derniers éléments demandés dans la lettre du 02/03/2021 Le site est donc autonome en disposant de moyens de lutte contre l'incendie qui lui sont propres au regard des dispositions de l'arrêté du 03/10/2010 relatif au stockage en réservoirs aériens manufacturés de liquides inflammables, exploités au sein d'une installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation. Constat clos
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Comportement au feu - extinction pour les locaux abritant des batteries

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/01/2009, article 9.3.3
Thème(s) : Risques accidentels, Demande d'aménagement
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Fiche n°7 du rapport du 10/07/2017 – Atelier de charge d'accumulateurs</p> <ul style="list-style-type: none"> • Non-conformité n°2 : Les trois locaux de charge des batteries dédiés aux TAC ne sont pas équipés en partie haute de dispositifs permettant l'évacuation des fumées et gaz de combustion dégagés en cas d'incendie (lanterneaux en toiture, ouvrants en façade ou tout autre dispositif équivalent) contrairement aux dispositions de l'article 9.3.3 de l'arrêté préfectoral n° 09 DAIDD 1IC 009 du 07 janvier 2009. Il n'y avait donc pas non plus de commandes d'ouverture manuelle placées à proximité des accès. <p>L'exploitant a indiqué ne pas être convaincu par l'intérêt d'un désenfumage de ces locaux de petite taille et situés en extérieur. Conformément à l'article R.181-45 du code de l'environnement, l'exploitant peut demander une adaptation des prescriptions qui lui sont imposées sous réserve qu'il apporte les justifications nécessaires.</p> <p>L'inspection considère que la construction en matériaux M0 des trois locaux de charge des TAC ne permet pas de répondre complètement à la prescription de l'article 9.3.3 de l'arrêté préfectoral du 07 janvier 2009. Elle considère que l'exploitant devrait démontrer que ces trois locaux de charge constituent effectivement des enceintes coupe-feu.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Remarque n°2 : L'exploitant justifiera les caractéristiques de réaction et de résistance au feu des quatre locaux de charge du site et notamment : <ul style="list-style-type: none"> • murs et planchers hauts REI 120 • couverture classée A1 pour sa réaction au feu • porte donnant vers l'extérieur RE 30 • pour les autres matériaux : classe A2 s1 d0 ou A1 du point de vue de leur réaction au feu <p>Lettre du 02/03/2021 suite à la visite d'inspection du 30/11/2020 L'exploitant devra transmettre sa demande d'aménagement sous 6 mois.</p> <p>Constats : Courrier du 30 juillet 2021 (réf. T-40211304-2021-000297) transmettant le Porter à Connaissance sur les locaux batteries de Vaires sur Marne et Montereau (réf. T-30508800-2021-000540 Ind A), complété par le courriel du 13/09/2022 transmettant l'indice B de ce même document.</p> <p>Ce Porter à Connaissance fera l'objet d'un rapport spécifique de l'inspection des installations classées.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Bilan annuel et Prélèvements

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6
Thème(s) : Risques chroniques, Air
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant transmet également à l'inspection des installations classées, avant le 30 avril de l'année suivante, un bilan annuel de la surveillance et des opérations imposées par les dispositions de la section 1 du chapitre 6 du titre II et par les articles 31, 37, 48, 49, 51, 58 et 65 du présent arrêté.</p> <p>Lettre du 02/03/2021 suite à la visite d'inspection du 30/11/2020 Non-conformité n°1 : l'exploitant ne transmet pas, avant le 30 avril de l'année suivante, le bilan annuel de la surveillance et des opérations imposées par les dispositions de la section 1 du chapitre 6 du titre II et par les articles 31, 37, 48, 49, 51, 58 et 65 de l'arrêté du 3 août 2018 relatif aux installations de combustion d'une puissance thermique nominale totale supérieure ou égale à 50 MW soumises à autorisation au titre de la rubrique 3110 contrairement aux dispositions de l'article 6 du même arrêté.</p>
<p>Constats : Réponse de l'exploitant par courrier du 18/05/2021 transmettant le bilan annuel de l'année 2020</p> <p>Le bilan de l'année 2020 comporte les données de fonctionnement 2020 (heures de fonctionnement), synthétise le programme de surveillance des émissions atmosphériques conformément à la section 1 du chapitre 6 du titre II de l'arrêté du 3 août 2018 et a indiqué la conformité des rejets.</p> <p>En revanche, pour les articles 31, 48, 49, 51 et 58, le bilan rappelle uniquement les dispositions prévues par la réglementation sans indiquer explicitement les opérations réalisées au cours de l'année 2020.</p> <p>Concernant l'article 37, l'exploitant a transmis une proposition de surveillance environnementale (cf fiches n°7 et 8) Et concernant l'article 65, le site n'est pas concerné par des produits pulvérulents et l'envol de poussières.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Conditions de surveillance des rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 32
Thème(s) : Risques chroniques, Air
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>II. - Les résultats des mesures prévues à la section 1 du chapitre VI et aux articles 7 et 31 du présent arrêté sont transmis trimestriellement à l'inspection des installations classées, accompagnés de commentaires sur les causes des dépassements constatés ainsi que les actions correctives mises en œuvre ou envisagées. Le préfet peut adapter la fréquence de transmission du bilan en fonction de la fréquence des mesures imposées. Le format du bilan des mesures peut être précisé par l'arrêté préfectoral.</p> <p>Lettre du 02/03/2021 suite à la visite d'inspection du 30/11/2020</p> <p>Observation n°1 : concernant les bilans trimestriels, l'exploitant complètera ces derniers avec un bilan de conformité relatif au respect des flux des différents paramètres surveillés.</p> <p>Constats : Réponse de l'exploitant par courrier du 18/05/2021</p> <p>Les bilans trimestriels ont été complétés avec les flux.</p> <p>Un commentaire sur la conformité des flux horaires (cf arrêté préfectoral complémentaire du 25/07/22) est à ajouter aux bilans trimestriels.</p> <p>Depuis la dernière visite d'inspection, l'exploitant a transmis les bilans trimestriels suivants:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Rapport environnement du 4eme trimestre 2020 reçu le 07/06/2021, référencé T-40211304-2020-000461 du 18/01/2021 - Rapport environnement du 1er trimestre 2021 reçu le 07/06/2021, référencé T-40211304-2021-000187 du 04/05/2021 - Rapport environnement du 2eme trimestre 2021 reçu le 02/12/2021, référencé T-40211304-2021-000296 du 22/07/2021 - Rapport environnement du 3eme trimestre 2021 reçu le 20/12/2021, référencé T-40211304-2021-000445 du 02/11/2021 - Rapport environnement du 4eme trimestre 2021 reçu le 08/02/2022, référencé T-40211304-2021-000489 du 10/12/2021 - Rapport environnement 1er trimestre 2022 reçu le 07/09/2022, référencé T-40211304-2022-000118 du 25/04/2022 <p>Pour 2021, l'inspection a constaté le respect des VLE des émissions atmosphériques.</p> <p>Pour le 1er trimestre 2022, il y a eu un contrôle par BV du 11 au 16 février 2022, montrant un respect des VLE pour TAC 1 et 3 pour l'ensemble des paramètres contrôlés. Pour la TAC2, on constate un respect des VLE sauf pour la VLE flux en NOx à pleine puissance. à 165 MW et débit sec 1700000 Nm3/h : 226 kg/h au lieu de 211 kg/h, la concentration étant de 129 mg/Nm3 pour une VLE à 150 mg/Nm3, à 128 MW et débit sec de 1300000 Nm3/h : VLE flux en NOx respectée (128 mg/Nm3 et 185 kg/h)</p> <p>L'exploitant a indiqué dans le bilan trimestriel qu'il a prévu une reprise de l'injection d'eau avec le constructeur.</p> <p>Observations : Lors de la visite d'inspection, l'exploitant a indiqué que, suite à la maintenance générale en 2021 de la TAC2, les paramètres de la combustion sont à réajuster. Lors de la mesure en février 2022, les conditions météorologiques ont joué défavorablement sur la combustion. Le constructeur est revenu, mais ce jour là, les émissions atmosphériques respectaient les VLE imposées, donc il n'y a pas eu d'ajustement de l'injection d'eau.</p> <p>L'inspection a indiqué que les VLE sont à respecter quelles que soit les conditions météorologiques.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Actualisation du montant des garanties financières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/01/2014, article 2.6
Thème(s) : Risques accidentels, Cessation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Lettre du 02/03/2021 suite à la visite d'inspection du 30/11/2020 Observation n°2: l'exploitant proposera un montant actualisé selon la formule d'actualisation précisée à l'annexe II de l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 et transmettra le nouvel acte de cautionnement s'il s'avère que ce nouveau montant ne correspond pas à celui proposé par courrier du 02/04/2019.
Constats : Réponse de l'exploitant par courrier du 18/05/2021 Le montant des garanties financières a été actualisé.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Conditions de surveillance des rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 31
Thème(s) : Risques chroniques, Air
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. - Les appareils de mesure en continu sont exploités selon les normes NF EN ISO 14956 (version de décembre 2002 ou versions ultérieures), NF EN 14181 (version d'octobre 2014 ou versions ultérieures) et FD X 43-132 (version 2017 ou ultérieure), réputées garantir le respect des exigences réglementaires définies dans le présent arrêté. Ils appliquent en particulier les procédures d'assurance qualité (QAL1, QAL 2 et QAL3) et une vérification annuelle (AST). Les appareils de mesure sont évalués selon la procédure QAL 1 et choisis pour leur aptitude au mesurage dans les étendues et incertitudes fixées. Ils sont étalonnés en place selon la procédure QAL 2 et l'absence de dérive est contrôlée par les procédures QAL 3 et AST. Pour les appareils déjà installés sur site, pour lesquels une évaluation n'a pas encore été faite ou pour lesquels la mesure de composants n'a pas encore été évaluée, l'incertitude sur les valeurs mesurées peut être considérée transitoirement comme satisfaisante si les étapes QAL 2 et QAL 3 conduisent à des résultats satisfaisants.</p> <p>II. - L'exploitant fait effectuer, au moins une fois par an, les mesures prévues à la section 1 du chapitre VI du présent titre par un organisme agréé par le ministre chargé des installations classées, ou, s'il n'en existe pas, accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation (European Cooperation for Accreditation ou EA). Ce contrôle périodique réglementaire des émissions peut être fait en même temps que le test annuel de surveillance des appareils de mesure en continu.</p>
<p>Constats : Les documents transmis par l'exploitant depuis la précédente visite d'inspection sont:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Rapport environnement du 1er trimestre 2021 reçu le 07/06/2021, référencé T-40211304-2021-000187 du 04/05/2021 - Rapport environnement du 3eme trimestre 2021 reçu le 20/12/2021, référencé T-40211304-2021-000445 du 02/11/2021 - Rapport environnement 1er trimestre 2022 reçu le 07/09/2022, référencé T-40211304-2022-000118 du 25/04/2022 <p>Contrôle par BV :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 1er trimestre 2021 : <p>Contrôle des émissions atmosphériques des TAC2 et 3 : respect des VLE.</p> <p>TAC2 : QAL2 (CO, SO2, NOx, O2) : conclusion satisfaisante</p> <p>TAC3 : QAL2 (CO, SO2, NOx, O2) : conclusion satisfaisante</p> <ul style="list-style-type: none"> • 3eme trimestre 2021 : <p>TAC1 : QAL2 (CO, SO2, NOx, O2) : conclusion satisfaisante</p> <p>Contrôle des émissions atmosphériques de la TAC1 : respect des VLE</p> <ul style="list-style-type: none"> • 1er trimestre 2022 : <p>TAC 1 : AST : conclusion satisfaisante</p> <p>TAC 2 : AST et QAL2 (CO, SO2, NOx, O2): conclusions satisfaisantes</p> <p>TAC 3 : AST : conclusion satisfaisante</p> <p>Conformément à l'article 31 de l'arrêté ministériel du 03/08/2018, le contrôle périodique réglementaire des émissions peut être fait en même temps que le test annuel de surveillance des appareils de mesure en continu.</p> <p>L'exploitant justifiera que l'AST a été réalisé en même temps que le contrôle des émissions atmosphériques en 2021 pour les 3 TAC.</p> <p>Le jour de l'inspection, l'exploitant n'a pas pu justifier des opérations réalisées pour le suivi en continu des poussières contrairement aux dispositions de l'article 31 de l'arrêté ministériel du 03/08/2018.</p>
<p>Observations : Questionné sur la réalisation d'un QAL 2 en 2022 pour les TAC 1 et 3, l'exploitant a répondu qu'il n'y en avait pas besoin sans modification des installations. La TAC 2 a, quant à elle, subi une maintenance générale en 2021.</p> <p>L'inspection a demandé à l'exploitant de préciser dans les bilans trimestriels la cause de la</p>

réalisation d'un QAL 2 si cela est fait avant l'échéance prévue par la norme.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 7 : Surveillance dans l'environnement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 37
Thème(s) : Risques chroniques, Retombées dans l'environnement
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Une surveillance de la qualité de l'air ou des retombées de polluants au voisinage de l'installation peut être imposée par l'arrêté préfectoral pour chacun des polluants mentionnés au chapitre II du présent titre, en fonction de l'impact potentiel des émissions sur l'environnement et la santé publique. Cette surveillance est obligatoire pour les établissements dont les rejets dans l'atmosphère dépassent au moins l'un des flux suivants :- 200 kg/h de SO₂ ;- 200 kg/h de NO_x ;- 150 kg/h de composés organiques ;- 50 kg/h de poussières ;- 50 kg/h de composés inorganiques gazeux du chlore ;- 50 kg/h d'acide chlorhydrique ;- 25 kg/h de fluor et composés fluorés ;- 10 g/h de cadmium et de mercure et leurs composés (exprimés en Cd + Hg) ;- 50 g/h d'arsenic, sélénium et tellure et leurs composés (exprimés en As + Se + Te) ;- 500 g/h (dans le cas d'installations de combustion consommant du fuel lourd, cette valeur est portée à 2 kg/h) d'antimoine, chrome, cobalt, cuivre, étain, manganèse, nickel, plomb, vanadium et zinc, et leurs composés (exprimés en Sb + Cr + Co + Cu + Sn + Mn + Ni + Pb + V + Zn) ;- ou 100 g/h de plomb et ses composés (exprimés en Pb). Le programme de surveillance est mis en œuvre sous la responsabilité de l'exploitant et à ses frais. L'arrêté préfectoral fixe les modalités de cette surveillance, en particulier le nombre et la localisation des points de mesure ainsi que les conditions de prélèvement et d'analyse. Les mesures sont réalisées en des lieux où l'impact de l'installation est supposé être le plus important. Les émissions diffuses sont prises en compte. Cette surveillance est mise en place dans les six mois suivant la mise en service de l'installation. Les exploitants qui participent à un réseau de mesure de la qualité de l'air qui comporte des mesures du polluant concerné peuvent être dispensés de cette obligation si le réseau existant permet de surveiller correctement les effets de leurs rejets. Dans tous les cas, la vitesse et la direction du vent sont mesurées et enregistrées en continu sur l'installation classée autorisée ou dans son environnement proche.</p>
<p>Constats : Le programme de surveillance environnementale a été transmis par courrier du 19/12/2017.</p> <p>Le programme liste les substances visées par la surveillance environnementale (métaux), sans justifier les raisons pour lesquelles certaines substances ne sont pas retenues au regard des dispositions de l'article 37 de l'arrêté ministériel du 03/08/2018.</p> <p>L'exploitant précisera pour chaque substance visée par l'article 37 de l'arrêté ministériel du 03/08/2018 les flux émis par l'installation afin de justifier la liste des substances retenues dans le programme de surveillance environnementale.</p> <p>Par ailleurs, l'exploitant a proposé des points de prélèvements par rapport à l'étude de dispersion. Néanmoins, l'exploitant devra compléter les points de prélèvements afin d'intégrer les 2 zones les plus impactées identifiées dans l'étude de dispersion.</p> <p>L'exploitant confirmera la faisabilité technique des prélèvements aux points identifiés, et transmettra également un plan de localisation des points de prélèvement pouvant être annexé à un arrêté préfectoral complémentaire.</p> <p>Enfin, l'exploitant indiquera les dispositions prises pour mesurer et enregistrer en continu la vitesse et la direction du vent sur l'installation ou dans son environnement proche.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 8 : Programme de surveillance de la qualité de l'air

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/03/2013, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, Retombées dans l'environnement
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La société EDF est tenue de réaliser une étude relative à la mise en œuvre d'un programme de surveillance de la qualité de l'air ou des retombées des poussières dans l'environnement pour son site de VAIRES-SUR-MARNE pour les paramètres pour lesquels les valeurs suivantes sont dépassées : • 200 kg/h d'oxydes de soufre, • 200 kg/h d'oxydes d'azote, • 150 kg/h de composés organiques ou 20 kg/h dans le cas de composés visés à l'annexe III de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié, • 50 kg/h de poussières, • 50 kg/h de composés inorganiques gazeux du chlore, • 50 kg/h d'acide chlorhydrique, • 25 kg/h de fluor et composés fluorés, • 10 g/h de cadmium et de mercure et leurs composés (exprimés en Cd + Hg), • 50 g/h d'arsenic, sélénium et tellure et leurs composés (exprimés en As + Se + Te), • 100 g/h de plomb et ses composés (exprimés en Pb), • 500 g/h d'antimoine, chrome, cobalt, cuivre, étain, manganèse, nickel, vanadium, zinc, et leurs composés (exprimés en Sb + Cr + Co + Cu + Sn + Mn+ Ni + V + Zn). La proposition du programme de surveillance dans l'environnement des rejets atmosphériques devra définir notamment : • le périmètre de la zone de surveillance en s'appuyant sur : • l'analyse statistique des données météorologiques locales ; • la configuration du site et l'environnement du site ; • les caractéristiques des émissions atmosphériques (émissions canalisées et diffuses) • l'estimation des concentrations dans l'air ambiant et des retombées des polluants dus à l'installation sur la base d'une étude de dispersion ; • la topographie locale ; • les modalités qui seront mises en œuvre pour la mesure et l'enregistrement en continu sur l'installation classée autorisée ou dans son environnement proche de la vitesse et la direction du vent ; • les polluants pour lesquels la surveillance dans l'environnement sera mise en œuvre ; • le nombre et la localisation précise des points de mesures avec au moins un point de mesure permettant de mesurer le niveau de bruit de fond, accompagnés d'un document synthétisant les choix retenus au regard de l'impact potentiel du site et des contraintes locales ; • les méthodes de prélèvement et d'analyses retenues (et leur justification) par polluant nécessitant une surveillance ; • la durée envisagée de chaque campagne de mesure ; • la fréquence de réalisation des campagnes de mesures. Si l'exploitant participe à un réseau de mesure de la qualité de l'air qui comporte des mesures du polluant concerné, il pourra être dispensé de cette obligation à condition que le réseau existant permette de surveiller correctement les effets de ses rejets.</p> <p>Constats : L'exploitant complètera la proposition du programme de surveillance avec l'estimation des concentrations dans l'air ambiant et des retombées des polluants dus à l'installation sur la base d'une étude de dispersion, comme demandé par l'article 2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 29/03/2013.</p> <p>Pour le reste, voir la fiche précédente.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 9 : Management environnemental

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/07/2022, article 5
Thème(s) : Risques chroniques, IED MTD
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 2.1.4 : «Management environnemental</p> <p>L'exploitant met en place au plus tard le 17 août 2021 un système de management environnemental comprenant :</p> <ul style="list-style-type: none"> • l'engagement de la direction à une politique environnementale intégrant le principe d'amélioration continue des performances environnementales de l'installation ; • les procédures prenant particulièrement en considération les aspects suivants : <ul style="list-style-type: none"> ◦ recrutement, formation, sensibilisation et compétence ; ◦ contrôle efficace des procédés ; ◦ gestion des modifications.
<p>Constats : Le CETAC comprend 6 sites de production, un centre de magasin de pièces de rechange et un centre de télésurveillance. Le CETAC est certifié ISO14001 et 45001. Il y a des audits 2 fois par an sur les différents sites.</p> <p>L'exploitant a transmis la "Note d'organisation du système de management du CETAC" datée du 28/07/2021, référencée T-40211301-2014-000101 version E.</p> <p>La note indique que la Direction du CETAC a défini une politique Santé Sécurité, Environnement, Energie et Prévention des Accidents Majeurs (SSE et PAM) pour les sites concernés afin de témoigner de l'engagement fort pris par le CETAC en faveur de la santé, la sécurité, l'environnement, l'énergie et le risque industriel.</p> <p>La note intègre l'amélioration continue de la performance et de la satisfaction des exigences, des besoins et des attentes clients et autres parties intéressées.</p> <p>L'inspection note également la présence dans cette note dans la partie "Mise en oeuvre" des paragraphes suivants:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Formation, gestion des compétences - Gestion des habilitations - Accueil d'un nouvel arrivant - Sensibilisation – Communication - Maîtrise des procédés (exploitation des installations et maintenance) - Gestion des modifications
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Management de l'énergie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/07/2022, article 5
Thème(s) : Risques chroniques, IED MTD
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Article 2.1.5 : Management de l'énergie L'exploitant met en place au plus tard le 17 août 2021 un système de management de l'énergie.
Constats : Le système de management de l'énergie est intégré à la note de management global du CETAC. Le site a par ailleurs fait l'objet d'un audit énergétique réalisé dans le cadre de l'article 38 de l'arrêté ministériel du 3 août 2018, daté du 01/03/2021. L'audit a permis de définir des Indicateurs de Performance Energétique (IPE). C'est au travers de ces indicateurs qu'est suivie la performance énergétique du site. Les IPE sont suivis mensuellement. En annexe 9 est indiqué un plan d'actions. Six actions sont listées, dont 5 sont déjà à 100%. La dernière est à 50% (remplacement des luminaires par des LED). Lors de la visite, l'exploitant a présenté ce même plan d'actions, qui n'a pas évolué depuis l'audit.
Observations : Concernant le plan d'actions défini suite à l'audit énergétique, l'exploitant pourrait utilement définir un responsable de l'action à réaliser et un échéancier de réalisation.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Plan de gestion des périodes OTNOC

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/07/2022, article 5
Thème(s) : Risques chroniques, IED MTD
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Article 2.1.7 Gestion des périodes autres que les périodes normales de fonctionnement</p> <p>Les périodes autres que les périodes normales de fonctionnement (OTNOC) sont définies comme :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les périodes de démarrage et d'arrêt visées à l'article 14 de l'arrêté ministériel du 3 août 2018 susvisé. - les périodes de panne ou de dysfonctionnement d'un dispositif de réduction des émissions visées à l'article 16 de l'arrêté ministériel du 3 août 2018 susvisé. <p>L'exploitant dispose d'une procédure d'exploitation relative à la conduite à tenir en cas de panne ou de dysfonctionnement des dispositifs de réduction des émissions.</p> <p>L'exploitant est tenu d'établir au plus tard le 17 août 2021 un plan de gestion de ces périodes OTNOC contenant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la conception appropriée des systèmes censés jouer un rôle dans les OTNOC susceptibles d'avoir une incidence sur les émissions dans l'air, l'eau ou le sol (par exemple types de conception à faible charge afin de réduire les charges minimales de démarrage et d'arrêt en vue d'une production stable des turbines à combustion), - l'établissement et la mise en œuvre d'un plan de maintenance préventive spécifique pour ces systèmes, - une vérification et un relevé des émissions causées par des OTNOC et les circonstances associées, et la mise en œuvre des mesures correctives si nécessaire, - une évaluation périodique des émissions globales lors des OTNOC (par exemple fréquence des événements, durée, quantification/estimation des émissions) et la mise en œuvre des mesures correctives si nécessaire. <p>Ce plan est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats : L'exploitant a établi un plan de gestion des périodes OTNOC pour le site de Vaires sur Marne daté du 02/08/2021.</p> <p>Ce plan est à corriger par rapport aux définitions de l'arrêté préfectoral complémentaire du 25/07/2022 notamment pour les puissances définies à l'article 2.1.6.</p> <p>Les outils de suivi sont en place (appareil de mesure en continu, centre de télésurveillance, etc.) mais le suivi de ces périodes n'est pas encore formalisé pour:</p> <ul style="list-style-type: none"> - une vérification et un relevé des émissions causées par des OTNOC et les circonstances associées, et la mise en œuvre des mesures correctives si nécessaire, - une évaluation périodique des émissions globales lors des OTNOC (par exemple fréquence des événements, durée, quantification/estimation des émissions) et la mise en œuvre des mesures correctives si nécessaire.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 12 : Plan de gestion des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/07/2022, article 14
Thème(s) : Risques chroniques, IED MTD
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'article 6.1.2 « Responsabilité du producteur de déchets » est complété par la phrase suivante :</p> <p>L'exploitant met en place au plus tard le 17 août 2021 un plan de gestion des déchets répondant à ces dispositions.</p>
<p>Constats : L'exploitant a une note d'organisation de la gestion des déchets au CETAC, datée du 22/07/2021.</p> <p>Cette note précise l'organisation mise en place pour gérer les déchets produits sur les sites. Elle définit les procédures à suivre pour optimiser le tri, la collecte, l'expédition et l'élimination des déchets. Cette note détaille également les rôles et responsabilités de chacun dans la gestion des déchets.</p> <p>L'article 6.1.2 de l'arrêté d'autorisation du 7/01/2009 prévoit notamment de limiter les transports en distance et en volume des déchets.</p> <p>L'inspection n'a pas noté de dispositions particulières concernant la limitation des transports en distance et en volume des déchets dans la note d'organisation transmise.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois